

**BOTHWELL, Robert, *Une histoire du Canada* (Sainte-Foy, Les Presses de l'Université Laval, 2009), 548 p.**

Harold Bérubé

Volume 63, numéro 1, été 2009

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/039893ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/039893ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

ISSN

0035-2357 (imprimé)

1492-1383 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Bérubé, H. (2009). Compte rendu de [BOTHWELL, Robert, *Une histoire du Canada* (Sainte-Foy, Les Presses de l'Université Laval, 2009), 548 p.] *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 63(1), 150–152.

<https://doi.org/10.7202/039893ar>

BOTHWELL, Robert, *Une histoire du Canada* (Sainte-Foy, Les Presses de l'Université Laval, 2009), 548 p.

Il y a un peu plus de dix ans, la *Revue d'histoire de l'Amérique française* accueillait dans ses pages un bref débat sur deux manuels d'histoire du Canada qui venaient de paraître (51,4, p. 549-577). On y relevait les défis que pose la création de ce type d'ouvrages, mais également leur relative rareté en français. On pourrait donc se réjouir de la récente traduction de *The Penguin History of Canada* (2006), de Robert Bothwell. Malheureusement, comme on va le voir, il est très difficile d'en recommander l'utilisation, ou même la lecture.

Professeur d'histoire à l'Université de Toronto, directeur du programme de relations internationales du collège Trinity, Bothwell a beaucoup écrit sur les rapports du Canada avec l'étranger. Cet intérêt ressort d'ailleurs dans l'ouvrage recensé. Il est évidemment facile de reprocher à l'auteur d'une synthèse d'avoir négligé tel ou tel aspect de l'histoire canadienne, mais certains choix et certaines lacunes sont plus faciles à comprendre que d'autres.

*Une histoire du Canada* compte dix-sept chapitres. Les huit premiers couvrent la période qui va de l'arrivée des premiers Autochtones en Amérique du Nord à la Confédération (dont trois chapitres consacrés essentiellement aux guerres qui secouent les colonies françaises et anglaises entre 1689 et 1815). La période qui va de 1867 au début de la Première Guerre mondiale mérite deux chapitres, qui couvrent le développement territorial et l'essor économique du jeune pays. Les deux chapitres suivants sont organisés autour des deux conflits mondiaux. Un treizième chapitre couvre le «baby boom» ainsi que le passage de John Diefenbaker au pouvoir. Les années 1960 à 1980 ont droit à deux chapitres : un premier de nature plus générale et un second centré sur l'affrontement des nationalismes qu'incarnent Pierre Elliott Trudeau et René Lévesque. L'avant-dernier chapitre couvre les années Mulroney et le dernier fait l'inventaire des défis qu'a eus à affronter le Canada depuis.

Dès les premiers chapitres de l'ouvrage, l'intérêt que porte Bothwell pour les relations internationales est manifeste. Il consacre plusieurs pages aux éléments du contexte européen qui ont un impact sur la colonisation du continent nord-américain, et sur l'administration de ces colonies. À cet égard, son intérêt pour le climat politique londonien et ses observations sur les investissements des hommes d'affaires canadiens à l'étranger représentent des additions qui sont les bienvenues. Néanmoins, cet intérêt

se traduit souvent par des détours qui s'étirent inutilement, surtout en ce qui concerne l'histoire militaire. On a l'impression que l'histoire canadienne ennuie à l'occasion l'auteur, qui semble alors avoir plus de plaisir à suivre de près les différentes étapes de la guerre d'indépendance américaine ou les manœuvres politiques d'un Gladstone ou d'un Chamberlain.

On l'aura compris, la synthèse de Bothwell s'articule autour d'une trame qui est d'abord politique. L'auteur souligne à plusieurs reprises qu'il entend bien détacher la politique de tout déterminisme économique (p. 143 et 221 par exemple). Ce n'est évidemment pas un mal en soi, compte tenu du grand nombre de synthèses qui favorisent une organisation plus socio-économique de la matière. Malheureusement, l'approche de Bothwell illustre certains des travers de la « vieille histoire politique ». Il a ainsi une fâcheuse tendance à centrer son analyse sur les grands hommes politiques – surtout les Premiers ministres canadiens et britanniques – et à s'attarder aux différentes facettes de leur personnalité, ignorant souvent des éléments de contexte qui auraient plus de force explicative. Laurier est ainsi présenté comme « jeune, plein d'entrain et d'imagination, actif » (p. 227), Mitchell Hepburn comme « un homme impulsif, porté à surestimer sa propre importance et celle de son gouvernement provincial » (p. 318) et Pierre Elliott Trudeau comme « tour à tour audacieux et provocant ou tout à fait charmant, avec l'ombre d'un sourire timide » (p. 385).

Plus largement, on a l'impression que Bothwell cherche activement à éviter tout détour par l'histoire sociale. Ainsi, faisant l'inventaire des divisions que compte le Canada en 1867, il inventorie les divisions ethniques, linguistiques, religieuses et « constitutionnelles », mais il ne touche pas mot des divisions de classe (p. 200). Lorsqu'il aborde le sujet, c'est pour expliquer qu'il n'existe pas de culture de classe ouvrière dans le Canada du xix<sup>e</sup> siècle (p. 217). Dans ce contexte, il est peu étonnant de constater que les femmes n'entrent vraiment dans son récit qu'avec le mouvement pour l'obtention du droit de vote (p. 241). L'hostilité de Bothwell envers le nationalisme québécois est également explicite. Il est incapable d'écrire « PQ » sans ajouter à l'acronyme le qualificatif de « séparatiste », et il est heureux de pouvoir montrer que le PQ n'est pas *seulement* « un groupe de fanatiques nationalistes sans esprit pratique », ce qui est déjà quelque chose (p. 421) !

Néanmoins, les principaux problèmes de l'ouvrage sont des problèmes de forme. Il est difficile de déterminer dans quelle mesure cela est dû à l'auteur ou au traducteur (Michel Buttiens, à qui l'on doit également la

traduction de la synthèse de Craig Brown), mais la lecture des cinq cents pages que compte l'ouvrage est pour le moins pénible. On ne compte plus les phrases lourdes ou mal construites, ou encore les formulations étranges ou nébuleuses. De même, l'utilisation de certaines expressions laisse perplexe : le fait de qualifier les gouverneurs de la Nouvelle-France durant la guerre de Sept Ans de « gouverneurs sauvages » (p. 73), ou alors Québec de « capitale nationale » en 1759 (p. 78). Autres exemples : Alexis de Tocqueville est décrit comme un simple « magistrat français de passage » (p. 146) et le George-Étienne Cartier des années 1860 de « révolutionnaire en puissance » (p. 184). On utilise aussi fréquemment le terme « Français » pour décrire les francophones du pays (p. 223 par exemple) ou celui de « d'Indiens » pour décrire les Autochtones (p. 390). Enfin, les coquilles et les erreurs factuelles sont assez fréquentes pour qu'on en prenne note.

Bref, la place plus grande qu'accorde l'ouvrage aux relations internationales du Canada ne parvient pas à racheter ces problèmes de formes et certains des choix qui ont été faits au niveau du contenu.

HAROLD BÉRUBÉ  
Département d'histoire  
Université de Sherbrooke

COSGRAVE, James F. et Thomas R. KLASSEN, dir., *Casino State. Legalized Gambling in Canada* (Toronto, University of Toronto Press, 2009), 268 p.

**N**é avant la loi de décriminalisation du jeu (1969), j'ai de la difficulté à imaginer une société qui criminalise le 6/49. Le livre *Casino State* nous fait découvrir comment la légalisation du jeu au Canada fut un débat éthique quasi religieux et pourquoi les gouvernements provinciaux ont choisi de rapidement multiplier leurs revenus en optant pour une politique d'accessibilité au jeu. La thèse centrale du livre nous démontre que les gouvernements provinciaux tentent d'offrir un type de consommation à risque sans toutefois contrôler le risque d'une telle consommation.

Plusieurs questions importantes et intéressantes sont abordées dans ce livre. Faut-il accepter socialement le jeu ou bien le prohiber comme ce fut le cas avant 1969 ? La légalisation des vices devient-elle une arme administrative visant à combattre la criminalité ou sert-elle plutôt à l'accompagner dans ses activités criminelles ? Comment peut-on concilier une politique de réduction des méfaits envers les joueurs compulsifs tout en assurant un maintien, voire une hausse des revenus de l'État par des taxes